

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

*Direction des actions  
interministérielles  
Bureau de l'aménagement de l'espace  
et du cadre de vie*

04 AVR. 1996

Réf. : JU/IM  
Tél. : 61.33.39.81

N° 038

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,  
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations classées ;

VU la demande présentée par la Société E.M.C. - Services, dont le siège social est 62 rue Jeanne d'Arc à PARIS (13e), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de regroupement et de transit de déchets industriels, dépourvu d'unité de traitement, sur le territoire de la commune de SAINT-ALBAN - Z.I. du Terroir ;

VU la lettre de la Société TREDI en date du 10 octobre 1995 précisant que la dénomination sociale de E.M.C. - Services a été modifiée au nom de TREDI ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 25 septembre 1995 au 25 octobre 1995 ;

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'équipement le 15 janvier 1996 ;

VU l'avis émis par le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales le 16 octobre 1995 ;

VU l'avis émis par le directeur régional de l'environnement le 6 novembre 1995 ;

VU l'avis émis par le directeur départemental du travail et de l'emploi le 25 septembre 1995 ;

VU l'avis émis par le directeur départemental des services d'incendie et de secours le 24 octobre 1995 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de SAINT-ALBAN le 7 septembre 1995 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal d'AUCAMVILLE le 7 septembre 1995 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de GRATENTOUR le 23 octobre 1995 ;

.../...

VU l'avis émis par le conseil municipal de FONBEAUZARD le 6 octobre 1995 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de LESPINASSE le 17 octobre 1995 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de BRUGUIERES le 6 octobre 1995 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de GAGNAC/GARONNE le 12 octobre 1995 ;

LES conseils municipaux de CASTELGINEST et FENOUILLET ainsi que le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt consultés ;

VU l'avis émis par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées le 15 février 1996 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 1er mars 1996 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1er** - L'entreprise TREDI, dont le siège est au 62, rue Jeanne d'Arc - 75641 PARIS Cédex 13, est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter à SAINT-ALBAN - Z.I. du Terroir, avenue Léon Jouhaux, une installation de transit de déchets industriels spéciaux dont les caractéristiques sont les suivantes :

Surface de l'installation :	5 400 m <sup>2</sup>	
Capacité de transit annuel :	4 500 tonnes/an	
Capacité maximale de stockage :	Liquides en vrac :	1 réservoir de 30 m <sup>3</sup> de déchets halogénés 1 réservoir de 30 m <sup>3</sup> de déchets non-halogénés 1 réservoir de 30 m <sup>3</sup> de déchets minéraux 1 réservoir de 30 m <sup>3</sup> sans affectation
		2 ou 4 bennes d'une capacité maximale de 40 tonnes de broyats d'emballages souillés
		40 tonnes de matériaux ou matériels souillés de P.C.B. ou P.C.T.
		200 tonnes de déchets conditionnés en récipients (8 fois 25 tonnes)
Nature des déchets reçus :		Les seuls déchets autorisés sont désignés en annexe du présent arrêté.

Les diverses installations de cet établissement, rentrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont les suivantes :

Désignation des installations de stockage	Volume des activités	Nomenclature	
		Rubrique	Régime
<b>Déchets industriels provenant d'installations classées</b>			
Station de transit ou de regroupement	-	167 A	A
Traitement ou incinération	-	167 C	A
<b>Dépôt de liquides inflammables de la catégorie B (1ère catégorie) dont le point éclair est &lt; 55°C</b>			
Réservoirs enfouis : 120 m <sup>3</sup>	C équivalente totale = 110 m <sup>3</sup>	1430 et	A
Stockages aériens : 90 m <sup>3</sup>		253	
<b>Installation de remplissage de liquides inflammables de catégorie B</b>	150 m <sup>3</sup> /heure	1434-1b	D

En application du décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 cette installation est agréée à valoriser par tri les déchets d'emballages métalliques, plastiques et composites non pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenus et dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Les déchets d'emballages pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenu ne sont pas visés par cet agrément mais doivent être considérés comme des déchets industriels spéciaux et qui doivent être éliminés dans des centres autorisés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement

**ARTICLE 2** - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**ARTICLE 3** - L'exploitant devra se conformer aux prescriptions du titre III du livre II du code du travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris en son application.

**ARTICLE 4** - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

**ARTICLE 5** - Tout transfert d'une installation soumise à autorisation nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

**ARTICLE 6** - L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations classées n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**ARTICLE 7** - L'exploitant sera tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.

**ARTICLE 8** - L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

**ARTICLE 9** - Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de SAINT-ALBAN ainsi que dans les mairies de GRATENTOUR, AUCAMVILLE, FONBEAUZARD, LESPINASSE, BRUGUIERES, GAGNAC/GARONNE, CASTELGINEST et FENOUILLET pour y être consultée par tout intéressé.

**ARTICLE 10** - Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter, sur place, le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 11** - Les droits des tiers sont expressément réservés.

**ARTICLE 12** - Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976 précitée.

.../...

**ARTICLE 13** - La présente autorisation ne dispense pas le titulaire de toutes autres autorisations exigées par la législation en vigueur, notamment du permis de construire prévu par le code de l'urbanisme.

**ARTICLE 14** - Après exploitation, le permissionnaire doit assurer la remise en état du site, conformément à la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

**ARTICLE 15** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,  
Le Maire de SAINT-ALBAN,  
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche  
et de l'Environnement, Inspecteur des installations classées,  
Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

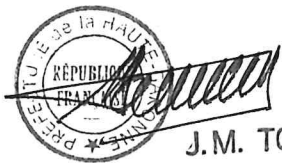
Toulouse, le **04 AVR. 1996**

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

**Raymond VERGNE**

Pour copie conforme:

Le Chef de Bureau délégué,



**J.M. TOMASIN**

# N° 038

## LISTE DES PRODUITS AUTORISES SUR LE CENTRE DE TREDI - SAINT ALBAN

CODE DECHETS	DESIGNATION DES DECHETS
C 101	Liquides bains et boues acides non chromiques,
C 102	Liquides bains et boues alcalins non chromiques non cyanurés,
C 103	Liquides bains et boues cadmiés cyanurés,
C 104	Liquides bains et boues cadmiés non cyanurés,
C 105	Liquides bains et boues chromiques acides,
C 106	Liquides bains et boues chromiques non acides,
C 107	Liquides bains et boues cyanurés,
C 108	Autres liquides bains et boues contenant des métaux non précipités,
C 121	Solvants halogénés,
C 122	Solvants non halogénés,
C 123	Déchets aqueux souillés de solvants et halogénés,
C 124	Déchets aqueux souillés de solvants et non halogénés,
C 125	Culots non aqueux halogénés de régénération de solvants,
C 126	Culots non aqueux non halogénés de régénération de solvants,
C 141	Fluides d'usinage aqueux émulsion huileuses,
C 142	Fluides d'usinage aqueux solutions vraies,
C 143	Huiles entières d'usinage et de trempe,
C 144	Huiles de transmission hydraulique (sauf C 151),
C 145	Huiles isolantes chlorées (sauf C 151),
C 146	Huiles isolantes non chlorées,
C 147	Huiles moteurs,
C 148	Huiles minérales entières mélangées,
C 149	Eaux de machines à laver les pièces usinées,
C 150	Mélanges liquides eaux/hydrocarbures,
C 151	Huiles contenant des PCB OU PCT,
C 161	Boues de peinture vernis colle avec phase aqueuse,
C 162	Boues de peinture vernis colle avec phase organique,
C 163	Déchets de peinture vernis colle sans phase liquide,
C 164	Déchets d'encre ou de colorants avec phase organique,
C 165	Déchets d'encre ou de colorants sans phase organique,
C 171	Boues d'usinage avec hydrocarbures,
C 172	Boues d'usinage sans hydrocarbures,
C 173	Graisses corps gras lubrifiants ou filmants d'origine minérale (sauf C 147 C 148),
C 174	Savons corps gras lubrifiants ou filmants d'origine végétale ou animale,
C 183	Sels de trempe et autres déchets solides de traitements thermiques cyanurés,
C 184	Sels de trempe et autres déchets solides de traitements thermiques non cyanurés,
C 221	Eaux mères de fabrication salines,
C 222	Eaux mères de fabrication non salines,
C 223	Résidus liquides de distillation de fabrication,
C 224	Brais goudrons bitumes (sauf C 287),
C 225	Loupés et sous-produits de fabrication issus de synthèse organique (sauf C 221 à C 224),
C 226	Eaux de lavage de matériel d'industrie chimique ou parachimique,
C 241	Acides minéraux résiduels de traitement chimiques,
C 242	Bases minérales résiduels de traitements chimiques,
C 261	Oxydes métalliques résiduels solides,
C 262	Sels métalliques résiduels solides hors alcalins,
C 263	Sels minéraux résiduels solides cyanurés (sauf C 183),
C 264	Sels minéraux résiduels solides non cyanurés (sauf C 184),

**LISTE DES PRODUITS AUTORISES  
SUR LE CENTRE DE TREDI - SAINT ALBAN (suite)**

<b>C 281</b>	Boues d'hydroxydes métalliques ayant subi un traitement de déshydratation,
<b>C 282</b>	Boues hydroxydes métalliques n'ayant pas subi de traitement de déshydratation,
<b>C 283</b>	Boues de station d'épuration biologique,
<b>C 284</b>	Résidus de décantation filtration centrifugation (sauf C 150 C 245 C 281 C 282 C 302 C 303),
<b>C 285</b>	Résines échangeuses d'ions saturées ou usagées,
<b>C 286</b>	Eluats et boues de régénération de résines échangeuses d'ions non classables (de C 101 à C 108),
<b>C 287</b>	Goudrons sulfuriques,
<b>C 288</b>	Boues de lavage de gaz,
<b>C 289</b>	Boues de décarbonisation,
<b>C 301</b>	Boues de forage,
<b>C 302</b>	Absorbants adsorbants matériaux souillés notamment de produits organiques (sauf C 285 C 306),
<b>C 303</b>	Absorbants adsorbants matériaux souillés uniquement de produits inorganiques (sauf C 285),
<b>C 304</b>	Matériels souillés (sauf C 306),
<b>C 305</b>	Emballages souillés,
<b>C 306</b>	Matériels et matériaux souillés de PCB ou PCT,
<b>C 324</b>	Rebuts d'utilisation de pesticides,
<b>C 326</b>	Déchets chimiques de laboratoires non classables ailleurs du fait de leur conditionnement,

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet.

  
Raymond VERGNE

## 1 - GENERALITES

### 1.1 ACCIDENT OU INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé immédiatement, par télécopie éventuellement, à l'inspecteur des installations classées et faire l'objet d'un rapport.

Ce rapport, qui est adressé à l'inspecteur des installations classées, s'efforce de dégager les causes de l'incident ou de l'accident et indique les dispositions prises pour éviter son renouvellement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

### 1.2 CONTROLES ET ANALYSES

L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions doivent être supportés par l'exploitant.

### 1.3 ENREGISTREMENTS, RAPPORTS DE CONTROLES ET REGISTRES

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté doivent être conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

### 1.4 CONSIGNES

Les consignes prévues par le présent arrêté doivent être tenues à jour et datées ; le Directeur de l'établissement s'assure qu'elles ont bien été portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

## 2 - BRUITS ET VIBRATIONS

### 2.1

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

### 2.2

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés sur le site, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

### 2.3

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles.

Emplacement	Type de zone	Niveau limite admissible de bruit en dB(A)		
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
limite de la propriété	Zone à prédominance d'activité commerciale ou industrielle	65	60	55

L'émergence ne doit pas être supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 8 h à 20 h sauf les dimanches et jours fériés
- 3 dB(A) pour la période allant de 20 h à 8 h ainsi que les dimanches et jours fériés

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

La mesure du niveau de bruit incluant le bruit particulier représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les niveaux de bruit doivent être appréciés par le niveau de pression continu équivalent LAq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation doit rester inférieure à la valeur fixée ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des locaux riverains habités par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse, etc) de ces mêmes locaux.

## 3 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### 3.1 EMISSION DE VAPEURS ET D'ODEURS

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé et à la sécurité publiques

L'exploitant met en oeuvre les moyens nécessaires à la prévention des émissions de vapeurs et d'odeurs.

Si les déchets stockés présentent une gêne olfactive, sont volatils (tension de vapeur des déchets supérieure à 100 mb, à 25°C ou à la température de stockage si elle est supérieure) ou émettent des vapeurs d'une certaine toxicité, les réservoirs de stockage doivent être fermés ou mis en dépression et les gaz collectés puis traités.

Le stockage sous lame d'eau, dans la mesure où les polluants sont peut solubles et non miscibles, ou l'inertage sont également acceptables.

Tout autre procédé évitant la dispersion des vapeurs peut être retenu s'il présente une efficacité équivalente.

### 3.2

La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

# Société TREDI

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### 3.3

Les générateurs à fluides caloporteurs de puissance supérieure à 87 kW (75 th/h) sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie ;

Les autres installations de combustion sont soumises aux dispositions de l'instruction du 24 novembre 1970 relative à la construction des cheminées.

## 4 - POLLUTION DES EAUX

### 4.1 RESEAUX DE COLLECTE

Les réseaux de collecte doivent être du type séparatif répartis de la façon suivante :

- eaux vannes
- eaux météoriques provenant des voies de circulation et des toitures
- eaux de l'aire de dépotage et eaux de lavage des sols

Les eaux de l'aire de dépotage et eaux de lavage des sols sont collectées dans un réservoir exclusivement affecté à leur stockage. L'évacuation des eaux contenues dans ce réservoir ne peut se faire dans le réseau pluvial collectif. Ces eaux sont à considérer en tant que déchets et doivent être éliminées dans des centres de traitement dûment autorisés.

Les eaux météoriques doivent être traitées dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau collectif.

Tous les collecteurs doivent être étanches et leur tracé doit permettre le curage.

Le réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être par des liquides inflammables, doit comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### 4.2 POINTS DE REJETS

Les dispositifs de rejet doivent être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

### 4.3 QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

Les effluents doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ;
- de substances capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement.

Les effluents ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

Outre le pH qui doit être compris entre 5,5 et 8,5 et la température qui doit être inférieure à 30°C, les effluents doivent respecter les valeurs limites fixées par le tableau suivant :

NATURE du POLLUANT	NORME DE MESURE	CONCENTRATION MOYENNE SUR 2h
MEST	NFT 90.105	< 35 mg/l
DB05	NFT - 90.103	<100 mg/l
DCO	NFT - 90.101	< 150 mg/l
Hydrocarbures	NFT - 90.203	< 10 mg/l

### 4.4 DEBIT

Le séparateur d'hydrocarbure doit pouvoir absorber les eaux météoriques recueillies sur les aires imperméabilisées. Son débit doit être calculé sur les précipitations maximales journalières connues.

### 4.5 CONTROLE DES REJETS

L'exploitant est tenu de faire procéder une fois par an par un organisme dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet, au contrôle des prescriptions prévues aux points 4.3 et 4.4 ci-dessus.

### 4.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.

A cet effet doivent être notamment prises les dispositions suivantes :

- La qualité des eaux pluviales provenant de l'installation (eaux météoriques des toitures, des aires de circulation) font l'objet d'un suivi en continu. En cas de dépassement des valeurs guides figurant ci-après une vanne automatique obture instantanément le réseau de rejet des eaux pluviales avant la connexion au réseau pluvial de la zone industrielle.
- Les valeurs guides des paramètres à contrôler sont les suivantes :
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- conductivité  $\leq 1\,000\ \mu\text{S}/\text{cm}$  à 20° C

### 4.7

Les réservoirs fixes aériens de liquides inflammables ou polluants doivent être équipés de capacités de rétention étanches dont les parois doivent :

- résister à la poussée des produits éventuellement répandus,
- résister aux effets chimiques des produits stockés,
- présenter une stabilité au feu de degré 4 heures pour les stockages de liquides inflammables.

Le volume utile de ces capacités est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite.

#### Stockages en réservoirs

- Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules ;
- Des dispositifs de mesure de niveau équipent les cuves de déchets liquides. (Le contrôle visuel peut être admis pour certains déchets).

Les prescriptions ci-dessus s'appliquent aux citernes mobiles séjournant sur le site. Toutes les aires de dépotage doivent être en rétention, correctement entretenues et nettoyées.

### 4.8

Les réservoirs enterrés de liquides inflammables ou polluants doivent répondre à la définition des réservoirs en fosse ou assimilés au sens de l'instruction du 17 avril 1975 et respecter les dispositions de cette instruction.

## 5 - DECHETS

### 5.1

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'il soit est interdit.

# Société TREDI

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Tous les déchets produits par l'établissement (boues du décanteur-déshuileur, fûts vides, eaux de lavages, égouttures) doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.

### 5.2 CONTROLES

#### 5.2.1

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

L'exploitant d'une installation de regroupement doit être informé des problèmes que peuvent créer les mélanges et, en cas d'erreur, des dangers et surcoûts qu'ils peuvent occasionner pour les centres d'élimination.

##### 5.2.1.1 Analyses

L'exploitant dispose des moyens d'analyses et d'investigation qui lui sont nécessaires tant pour respecter les prescriptions qui lui sont imposées que les règles de l'art.

Pour une collecte sans aucun mélange, l'exploitant peut être dispensé de disposer de moyens propres d'identification ; dans ce cas, il fait appel en tant que de besoin à des moyens extérieurs : producteurs, destinataire final ou laboratoire spécialisé.

Pour une installation de regroupement l'exploitant dispose systématiquement d'analyses complètes d'identification des déchets, qui peuvent être faites à l'extérieur, mais il doit être équipé pour réaliser lui-même l'ensemble des tests rapides d'identification.

##### 5.2.1.2

Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés, notamment par l'inspecteur des installations classées, l'exploitant doit archiver des échantillons.

Stockage : l'exploitant prélève un échantillon de tout déchet (sauf ceux en fûts fermés qui doivent être étiquetés) les archive et les conserve un mois après leur départ.

Regroupement : l'exploitant prélève un échantillon de :

- tout arrivage et les archive un mois ;
- tout enlèvement et les archive un mois après le départ
- tout regroupement et les archive deux mois après le mélange.

#### 5.2.2

##### 5.2.2.1 Réception et enlèvement des déchets

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tout les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.

A la réception des déchets, l'exploitant :

- vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment, de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet ;
- procède à des tests d'identification ;
- prélève un échantillon représentatif.

lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

- confirme au producteur la destination donnée au déchet ;
- transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

##### 5.2.2.2 Registre d'entrée et sortie

**Registre d'entrée** : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses des réceptions (ou la référence de la fiche d'analyses). Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

**Registre sortie** : chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

**Registre d'opération ou journal** : pour tout regroupement de déchet, l'exploitant note la date, la nature, la quantité, l'origine des déchets mélangés et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et une déclaration au moins trimestrielle de la gestion des déchets lui est adressée par l'exploitant.

## 6 - SECURITE

### 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

#### 6.1.1 Gardiennage accès

En dehors des heures de travail, les issues de l'établissement doivent être fermées à clef.

Hors des heures de travail, le site sera surveillé par des moyens automatiques renforcés si besoin est par un gardiennage in situ.

L'installation doit être clôturée et gardée (gardien, chien ou alarme automatique).

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours. Les aires de circulation doivent être aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

#### 6.1.2 Conception

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à propagation d'un incendie.

Une installation de détection incendie conforme aux règles de l'APSAD est installée.

#### 6.1.3 Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup> couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôts, etc.) ;
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- deux extincteurs à poudre sur roue de type 55 B près des installations de stockages.

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

La protection incendie intérieure doit être assurée en répartissant :

- des masques de fuite pour le personnel
- des extincteurs portatifs, de nature et de capacité appropriées aux risques présentés

# Société TREDI

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

- un système de protection du bâtiment stockagé par déversement de mousse tel que proposé dans le dossier présenté (30 m<sup>3</sup> d'eau et 2 m<sup>3</sup> d'émulseur)
- un canon à mousse avec une réserve d'émulseur appropriée en fûts

La réserve d'eau incendie et la préparation de la mousse doivent être placées dans un local spécifique sans aucun potentiel calorifique. La réserve d'eau et le dispositif de production de mousse doivent être isolés des autres locaux par des parois et planchers coupe-feu 1 h avec des portes coupe-feu ½ heure.

Les pompes et/ou les réservoirs sous pression doivent être placés dans des locaux d'accès facile et réservés à leur usage exclusif, à l'intérieur des bâtiments protégés ou dans un bâtiment construit en matériaux incombustibles. Ils doivent, dans tous les cas, être protégés des risques d'explosion et de malveillance.

Une réserve de sable maintenu meuble et sec avec pelle de projection est disponible sur le site.

Les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 240 m<sup>3</sup> d'eau utilisables en 2 heures, à partir d'un réseau alimentant 2 poteaux d'incendie normalisés NFS 61.213 à moins de 200 m de l'établissement.

Les matériels d'incendie, de traitement d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant) et les masques, pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) sont disponibles sur le site à tout moment.

### 6.1.4 Consignes

Des consignes écrites doivent être établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

### 6.1.5 Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisé doivent être appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

L'alimentation électrique des matériels ne concourant pas à la sécurité doit être coupée en dehors des heures d'exploitation.

### 6.1.6 Vérifications périodiques

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie font l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.

### 6.1.7 Formation du personnel

Le responsable de l'établissement veille à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple, manipulation de liquides inflammables ou de produits toxiques).

Le personnel doit être formé à la mise en oeuvre des dispositifs de secours et à la prise de conscience des risques encourus.

### 6.1.8 Plan d'intervention

Un plan d'intervention des moyens extérieurs et intérieurs est réalisé et des contacts réguliers avec ces moyens extérieurs ainsi que des liaisons rapides avec des moyens de secours sont établis et entretenus.

## 6.2 ZONE PRESENTANT DES RISQUES D'INCENDIE

Les prescriptions 6.2.2. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'incendie et, le cas échéant, dans les zones présentant des risques d'explosion.

### 6.2.1 Définition

Les zones présentant des risques d'incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement et la sécurité.

### 6.2.2 Délimitation

L'exploitant établit et tient à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

### 6.2.3 Isolement par rapport aux tiers

Les zones présentant des risques d'incendie doivent être isolées des constructions voisines appartenant à des tiers par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ;
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

### 6.2.4 Désenfumage

Le désenfumage des locaux doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne doit pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés doit pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Ces dispositifs d'ouverture doivent toujours demeurer accessibles.

### 6.2.5 Flammes et étincelles

Dans ces zones, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

Cependant, lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans ces zones.

## 6.3 ZONE PRESENTANT DES RISQUES D'EXPLOSION

Les prescriptions 6.3.2. à 6.3.7. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'explosion.

### 6.3.1 Définition

Les zones présentant des risques d'explosion sont constituées de volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître en raison de la nature des substances stockées mises en oeuvre ou produites dans ces zones.

### 6.3.2 Délimitation

L'exploitant établit et tient à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Ces zones doivent être, autant que possible, clairement délimitées et matérialisées sur le terrain.

## Société TREDI PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### 6.3.3 Sécurité incendie

Les dispositions du paragraphe 6.2. ci-dessus sont applicables aux zones présentant des risques d'explosion.

### 6.3.4 Conception générale des bâtiments

Les bâtiments et installations doivent être conçus et situés de façon à limiter les effets d'une explosion et en particulier éviter des projections à l'extérieur de l'établissement.

### 6.3.5 Matériel électrique

Le matériel électrique est conforme aux dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 ;

Le matériel électrique qui était déjà en service le 31 décembre 1980 doit être protégé par enveloppe antidéflagrante ou par surpression interne et doit être conforme à un type ayant reçu un arrêté d'agrément en application du décret n° 60-25 du 28 mars 1960 ;

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état ;

Le matériel électrique doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défectuosité relevée, dans les délais les plus brefs.

### 6.3.6 Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 de février 1987, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agressions et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive.

Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et plus généralement pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

### 6.3.7 Feux nus

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (J.O. du 31 décembre 1972 et du 23 janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant lorsque les travaux nécessitent la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer, ou d'approcher avec un feu nu, doit être affichée dans ces zones

## 7 - PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE TRANSIT OU DE REGROUPEMENT

### 7.1 DEFINITIONS ET PRINCIPES

#### a) Définitions

**Installation de transit** : installation dont l'activité est soit le stockage, soit le regroupement de déchets en vue de leur élimination dans un centre de traitement ou dans une décharge.

**Stockage** : immobilisation provisoire de déchets, sans mélange de déchet avec un autre, avec ou sans transvasement.

**Regroupement** : immobilisation provisoire avec mélange de déchets de provenance différente mais de nature comparable ou compatible.

Le circuit de traitement du mélange reste le même que celui de chacun des déchets pris isolément avant mélange.

Le but du regroupement est de faciliter la gestion des transports de déchets : permettre par exemple l'utilisation de gros porteurs pour les transports à longue distance. Il n'est pas de jouer sur les mélanges de déchets pour permettre une nouvelle destination. Ainsi le mélange de deux lots d'émulsions d'huiles solubles est qualifié de regroupement.

Le regroupement peut conduire à des décantations ou à des flottations dans les cuves de stockage, chacune des phases pouvant être éliminée selon un circuit différent. Ces séparations de phases sont alors des effets secondaires du mélange et non leur raison première ; il faut encore parler de regroupement.

**Prétraitement** : opération qui conduit à la modification de la composition chimique ou des caractéristiques physiques du déchet et qui nécessite un traitement complémentaire ou une mise en décharge contrôlée.

Il aboutit à diriger une fraction de déchets vers un circuit de traitement différent de celui qu'aurait suivi chaque déchet initial.

Le but principal du prétraitement est de diriger, par le jeu de mélanges et de séparations de phases, chaque fraction du déchet vers sa destination économique optimale. Le mélange de liquides incinérables (non chlorés), de P.C.I. variables, afin de constituer des charges homogènes répondant à un cahier des charges précis défini par l'utilisateur, est ainsi qualifié de prétraitement.

Les opérations effectuées sur des fûts de déchets doivent être soumises aux prescriptions relatives aux activités de prétraitement dès qu'elles nécessitent l'ouverture du couvercle, le dépotage ou le vidage partiel des fûts.

~~Les opérations de prétraitement sont limitées au broyage des emballages.~~

#### b) Principe

Le producteur doit pouvoir connaître la ou les destinations finales de ses déchets et être à même de juger du service qu'il demande.

L'éliminateur doit pouvoir anticiper sur les dangers et inconvénients représentés par un résidu, ce qui implique qu'il ait accès aux caractéristiques, à l'origine et aux modes de production de celui-ci. En cas d'accident, une enquête doit pouvoir permettre de remonter à l'origine exacte du déchet en cause ou de l'opération concernée.

Le prétraitement s'intègre dans une chaîne d'élimination et il doit permettre aux autres partenaires d'exercer correctement leur rôle.

### 7.2 AMENAGEMENT

#### 7.2.1 Cuves

Le stockage en réservoirs est limité à 120 m<sup>3</sup>.

Les matériaux constitutifs de cuves sont compatibles avec la nature des déchets qui y doivent être stockés et leur forme permet un nettoyage facile.

# Société TREDI

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### 7.2.2 Fosses :

Les fosses destinées aux déchets sont maçonnées et étanchéifiées et doivent être visitables.

### 7.2.3 Fûts :

Le stockage en fûts est limité à une capacité de 160 fûts d'une capacité équivalente de 220 l.

Les activités relatives au dépotage des fûts sont soumises aux prescriptions du titre III sur le prétraitement. § 7.6

### 7.2.4 Produits en vrac :

Les stocks de produits solides en vrac, susceptibles de se solubiliser à l'eau, sont abrités de la pluie et protégés contre les envois de matière fine ou pulvérulente.

## 7.3 LAVAGE, NETTOYAGE ET CONTROLE DES VEHICULES

Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles doivent être souillées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et bas de caisse des camions entrant ou quittant le centre soient propres.

L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu et vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement.

L'exploitant, en fonction des déchets qu'il est autorisé à recevoir, indique à l'inspecteur des installations classées les moyens dont il dispose, ou dont il peut s'assurer la disponibilité, afin de nettoyer roues, cuves, bennes et plateaux de ces véhicules, tout en minimisant les effluents de lavage qui sont intégralement récupérés et épurés. Cette installation permet le cas échéant, le dégazage des cuves fermées.

L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire.

L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont, notamment, conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses (par exemple, en demandant de se faire présenter la carte jaune du véhicule) et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage.

Les pratiques suivantes apparaissent acceptables :

a) Pour les déchets ordinaires, (tels que boues, de dégraissages, de station d'épuration, les huiles solubles ou usagées) les contrôles ou lavages peuvent être espacés mais une période doit être fixée par l'exploitant.

b) Pour les déchets composés principalement des produits toxiques (tels que arsénic, mercure, plomb, cadmium, cyanure, acide chromique, solvants chlorés, hydrocarbures, etc.) les contrôles et lavages sont effectués systématiquement sur chaque véhicule transporteur. Les eaux issues du lavage sont considérées comme des déchets. Tout rejet est interdit.

Pour le cas où un véhicule est affecté en permanence au transport d'un même déchet et si l'exploitant peut s'en assurer, les lavages peuvent ne pas être systématiques.

La mise en conformité avec les prescriptions de l'article 5 est prescrite selon un programme défini au plan régional.

## 7.4 TRANSVASEMENT

### 7.4.1

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

### 7.4.2 Moyens de transvasement :

L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur, pont roulant...) avec les déchets. Il s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

#### Opération de dépotage

Les opérations de dépotage de fûts se font sur des aires couvertes munies de rétention. Seuls des déchets de nature comparable ou compatibles peuvent être mélangés entre eux. Toute opération de dilution est interdite

### 7.4.3 Les cuves :

Elles ont une affectation précise et sont clairement identifiées. L'exploitant tient une chronique la plus précise possible des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve ;

Si possible, des moyens physiques préviennent les erreurs de manipulations. Les points de déchargement de produits incompatibles sont séparés ;

Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules) ;

#### Inspection des cuves

L'exploitant procède ou fait procéder de deux à quatre inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique périodique avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bar. Les fréquences sont à moduler en fonction de la nature des produits : un an pour les produits acides et dix ans pour les huiles solubles ;

Les cuves sont régulièrement débarrassées de dépôts ou tartres.

## 7.5 STATION DE TRANSIT (STOCKAGE OU REGROUPEMENT)

Le stockage correspond notamment aux opérations suivantes :

- stockage en fûts sans transvasement ni reconditionnement ;
- transvasement en cuve ou en citerne d'un même déchet d'un même producteur sans mélange ;
- immobilisation de véhicules contenant des déchets industriels : citernes sans mélange avec d'autres déchets.

### 7.5.1 Cuves et réservoirs

Afin de permettre l'identification des déchets, le volume unitaire des cuves et réservoirs est limité à 30 mètres cubes pour les installations de regroupement et il est demandé à l'exploitant de vider les cuves à chaque enlèvement.

## Société TREDI PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Pour les installations de stockage, le volume des cuves est limité au volume des véhicules d'enlèvement, mais ne peut pas être supérieur à 30 m<sup>3</sup>.

Les prescriptions de cet article ne sont pas applicables aux huiles usagées.

### 7.5.2 Stockage en fûts

La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours.

Sans préjudice de limitations plus strictes en fonction de la surface disponible du centre, tout stockage de plus de 160 fûts n'est pas admis. Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.

### 7.5.3 Aménagement

#### 7.5.3.1 Cuves :

Le volume de chaque cuve de mélange et/ou prétraitement peut correspondre, en tant que de besoin, au plus grand volume des camions-citernes intervenant, mais ne doit pas dépasser trente mètres cubes. Elles doivent être vidées complètement au moins une fois tous les quatre-vingt dix jours.

#### 7.5.3.2

Le stockage en fûts est limité à une capacité de 160 fûts d'une capacité équivalente à 220 litres.

La quantité de déchets stockés en fûts et en attente de prétraitement ne peut excéder vingt fois la capacité journalière de prétraitement. Toutes dispositions sont prises pour qu'un fût ne séjourne en stock plus de quatre-vingt-dix jours.

L'empilement des fûts est limité à trois hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état et à deux hauteurs dans tous les autres cas. La stabilité mécanique de stockage doit être assurée.

Les dépôts sont conçus pour permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts (à ce titre, des groupes de quatre palettes de fûts ou des rangées d'une largeur de deux palettes paraissent acceptables).

Les autres contenants mobiles ne sont pas empilés avec les fûts.

L'industriel débarrasse l'aire de stockage de tout contenant percé ou fuyard dès sa détection.


Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.

Les fûts vides éventuellement broyés sont évacués au fur et à mesure dans des installations classées autorisées et restent au maximum un mois sur le centre. Leur destination est spécifiée et enregistrée.

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour stocker les différentes catégories de déchets par famille et le stockage sur une même aire de déchets incompatibles entre eux est interdite.

#### 7.5.4

L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées de tout incident et anomalie survenus sur l'installation.

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
  
Raymond VERGNE